



Communiqué de Presse du 1^{er} février 2008

Rapport Pochard : en rupture avec les besoins réels

Alors que le rapport Pochard doit être rendu public officiellement le lundi 4 février, le SNEP découvre, avec surprise, des analyses dans la presse.

Il examinera attentivement, lundi, le texte officiel, notamment pour voir si ses propositions concernant la pénibilité particulière et les caractéristiques propres au métier d'enseignant d'EPS ont été prises en compte.

Mais sur les questions générales, si son contenu est bien conforme à ce qu'en révèlent les médias, il nous apparaît hors sujet par rapport à l'objet de la commission qui aurait dû être l'amélioration et la revalorisation de la condition enseignante au service de la réussite de tous les élèves. Sur bien des points dévoilés, il représente une véritable déclaration de guerre à l'égard des enseignants du second degré, au moment où ils découvrent, dans les établissements, les suppressions massives d'emplois et la multiplication des heures supplémentaires pour la rentrée 2008.

Les orientations développées vont à l'encontre des besoins de qualité du service public et s'opposent à nombre de demandes des personnels pour permettre la réussite de tous les jeunes. Elles sont sous tendues par une vision insuffisante du service public d'éducation.

C'est ainsi qu'apparaît la relance de la bivalence des maîtres en collège qui va à l'encontre d'une formation de haut niveau, la mise en concurrence des établissements au nom de l'autonomie, la multiplication de procédures de gestion par le « mérite » qui oppose les personnels quand il faudrait créer de la solidarité, la mise à mal des règles statutaires garantes d'efficacité et d'indépendance des fonctionnaires au profit de contrats entre l'établissement et l'enseignant, un poids accru donné au chef d'établissement y compris sur les questions pédagogiques, etc.

Ce ne sont pas les quelques propositions positives annoncées comme les pré-recrutements qui pourront contre-balancer un texte qui, s'il est conforme à ce qu'en dévoilent les médias, apparaît surtout marqué par le technocratisme, la volonté de gestion managériale des personnels au service de restrictions budgétaires.

Si le ministre entend réellement faire des propositions pour l'amélioration des conditions de travail des enseignants et leur revalorisation, dans l'intérêt du service public et donc des élèves, il doit prendre immédiatement des distances avec un tel rapport.

Contact : Serge Chabrol, 01.44.62.82.11